

Fermeture de l'usine Ford de Blanquefort : que peut vraiment faire l'État ?

13h54, le 26 février 2019 , modifié à 13h58, le 26 février 2019

Quelque 850 emplois sont directement menacés par la fermeture de l'usine Ford de Blanquefort. © NICOLAS TUCAT / AFP

Partagez sur :

Ford a rejeté la nouvelle offre de reprise de son usine de Blanquefort par l'industriel Punch. Une décision qui entraîne l'arrêt du site et condamne les 850 salariés.

ON DÉCRYPTE

Les coups durs industriels s'enchaînent pour le gouvernement. Après l'échec de la reprise d'Ascoval par Altifort, c'est l'usine Ford de Blanquefort, en Gironde, qui se dirige vers une fermeture définitive. Le constructeur automobile [a confirmé lundi qu'il rejetait l'unique offre de reprise du site sur la table](#), formulée par Punch Powerglide, entreprise strasbourgeoise spécialiste des boîtes de vitesses. Une décision irrévocable qui met en danger les 850 salariés et irrite sérieusement le gouvernement, contraint de jouer les pompiers. "À partir du moment où Ford a pris cette décision définitive, maintenant c'est l'avenir qu'il faut imaginer", a affirmé Bruno Le Maire.

Constat d'échec du gouvernement. Le ministre de l'Économie n'a pas caché son amertume. "Nous regrettons que cette offre, une nouvelle fois, n'ait pas été acceptée par Ford et que la porte soit restée fermée", a-t-il déploré. Bruno Le Maire a fustigé le comportement du constructeur américain, qu'il a jugé "indigne". En creux, on comprend la frustration du ministre [qui s'est engagé personnellement, depuis un an, dans ce dossier social très sensible](#). Après un premier refus par Ford, la nouvelle offre de reprise de Punch, jamais détaillée, avait ainsi été annoncée triomphalement par Bercy le 18 février, et ce [malgré la méfiance des syndicats vis-à-vis de sa solidité](#).

Résultat, le refus de Ford d'accepter l'offre de Punch se transforme, dans la bouche des syndicats, en [constat d'échec de la gestion du dossier par le gouvernement](#). "On a du mal à comprendre qu'en face il y ait si peu de répondant", a dénoncé Philippe Poutou, délégué CGT de Ford Blanquefort et candidat à l'élection présidentielle en 2012 et 2017. "Ce qui est triste, c'est ce constat de voir qu'un État ne puisse pas contraindre une multinationale comme Ford", a-t-il lâché.

Bercy met la pression sur Ford. Bercy a donc perdu une bataille mais ne veut surtout pas perdre la guerre. Certes, le refus de Ford acte la fermeture de l'usine de Blanquefort. Mais le gouvernement entend bien forcer la main du constructeur américain pour faire en sorte que l'atterrissage soit le moins brutal possible pour les salariés. Bruno Le Maire a été clair lundi en martelant que Ford "devait payer" pour que le plan social soit "solide" et aussi pour "garantir la dépollution (du site), ainsi que payer le territoire en amenant les fonds nécessaires à la réindustrialisation du site".

Des déclarations qui mettent la pression sur Ford. "Conscient des conséquences" de sa décision sur "les salariés, leurs familles et pour la communauté locale", le constructeur assure avoir

"présenté un plan social complet". Ford propose ainsi "des plans de reclassement et de cessation anticipée d'activité" et des "mesures destinées à aider les salariés à retrouver un emploi ou à poursuivre d'autres opportunités de carrière, qu'il s'agisse de créations d'entreprise ou de formations de reconversion". Il a en outre promis "un vaste plan de réindustrialisation destiné à réduire l'impact sur la collectivité locale" de cette fermeture.

Un plan social encore à valider. Pendant cette période de transition, Ford n'aura pas les mains libres. D'abord car son plan social doit être validé par l'administration. La préfecture [avait rejeté la première version déposée en janvier](#). Elle rendra son avis d'ici début mars. Un feu vert enclencherait la procédure de fermeture, plus d'un an après l'annonce par Ford début 2018 de son intention de se désengager de cette usine implantée en 1972 aux portes de la capitale girondine.

Mais au-delà de l'administration locale, l'État aussi veillera à ce que Ford respecte ses engagements, par le biais d'un groupe de travail établi par Bercy. Celui-ci devra établir les conditions de fermeture de l'usine et le soutien que pourra apporter l'État aux 850 salariés de Blanquefort, ainsi qu'aux centaines d'emplois indirects touchés parmi les fournisseurs. "Nous avons créé un groupe entre les élus locaux, l'État, les représentants syndicaux pour travailler à l'avenir du site", a précisé Bruno Le Maire, ajoutant avoir "déjà des pistes possibles".

Pas de nationalisation. En revanche, la piste d'une nationalisation temporaire – [menace un temps brandie par Bercy pour forcer la main de Ford](#), semble désormais écartée, malgré les demandes répétées des syndicats. Philippe Poutou a ainsi appelé le gouvernement à "réquisitionner l'usine (...) et à bloquer les machines (...) pour que l'on garde des chances pour qu'il y ait une activité industrielle demain". Espoir enterré par le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux. Interrogé à ce sujet mardi sur franceinfo, il a dit ne pas croire "que la nationalisation soit la réponse à ce type de situation (...) Le meilleur service à rendre à ce site n'est pas forcément la nationalisation mais plutôt qu'on cherche à diversifier l'activité industrielle".

Polémique sur les aides versées à Ford

Alors que Philippe Poutou a réclamé le remboursement des 15 millions d'euros d'aides perçues au cours des dernières années par Ford pour maintenir l'activité de l'usine de Blanquefort, Benjamin Griveaux a expliqué que ce n'était pas possible. "On ne peut pas les demander car ces 15 millions d'aides étaient liés à des engagements sur l'emploi que Ford a tenus", a-t-il affirmé. Ces "engagements ont été pris alors que nous n'étions pas au gouvernement, ils ont été pris depuis de nombreuses années (...) et ils ont été tenus", a ajouté le porte-parole du gouvernement. "Je comprends la colère de Philippe Poutou (...), mais quand on est dans un État de droit on n'a pas le droit de demander ce remboursement d'aides."